



version papier n°25 - 25 octobre 2007 **GRATUIT** <http://lenumerozero.lautre.net>

C'EST QUOI, LE NUMERO ZERO ?

Le Numéro Zéro est un média alternatif et participatif, basé sur la région stéphanoise. Il existe sous deux formes : un site internet où tout le monde peut publier des articles, qui sont classés par catégories, et une version papier gratuite, disponible dans différents lieux publics, qui rassemble les articles parus sur le site depuis la dernière version papier. Le site est créé grâce au logiciel libre sip, qui permet de créer des sites interactifs et/ou participatifs.

Le numéro zéro est un outil qui permet à tout le monde de publier des articles. Le but est de proposer d'autres informations que celles diffusées par les grands médias traditionnels, dont l'objectif principal n'est pas d'informer mais de gagner de l'argent, en disant ce que les gens veulent entendre ou en tombant dans le sensationnalisme pour augmenter l'audimat (pour résumer ...).

Ce libre accès à la publication (sous réserve de respecter la charte) permet que les gens qui font et vivent l'actualité, qui

se sentent concerné-e-s par un sujet, diffusent eux-mêmes l'information, et que cette tâche ne soit pas réservée aux professionnel-le-s du journalisme.

Chaque article n'engage que son auteur, et tout le monde peut réagir ou apporter des compléments à la suite de chaque article (en cliquant sur "répondre à cet article"). Nous ne prétendons pas que l'information diffusée sur ce site est toujours fiable et objective. Bien entendu, nous espérons qu'elle est le plus souvent fiable, mais nous ne sommes pas plus capable que vous de le vérifier.

De plus il vaut mieux ne jamais trop croire qu'un article est objectif, car il reflète le point de vue personnel de son auteur. Par contre, sans prétendre à l'objectivité, nous espérons que les informations ne sont pas manipulées, que les points de vue sont argumentés, et que les lecteurs-trices utilisent leur sens critique pour construire leur propre point de vue grâce à elles et à d'autres sources.



Saint-Etienne > Alertes - publié le 21 octobre 2007

EXPULSION DU SQUAT DE L'AVENUE DE ROCHETAILLÉE

Le squat de l'avenue de Rochetaillée, à (st-)étienne, a été expulsé ce mercredi 17 octobre au petit matin, par quelques dizaines de CRS, qui auront au moins un

peu galéré à en déloger les dernier-e-s occupant-e-s : obligés de monter par les toits et de sortir leur gros attirail pour défoncer les portes barricadées...

Depuis, des vigiles gardent l'endroit. Un autre squat avait déjà été ouvert ailleurs une semaine auparavant, et devrait bientôt accueillir des activités. Plus de nouvelles bientôt...

LISTE DES LIEUX DE DIFFUSION DE LA VERSION PAPIER

Raminagrobis : rue Georges Dupré
L'entre-pots : place Jules Guesde
Kiosque culturel de la fac de Tréfilerie
Sauf imprévu
Radio-dio (foyer clairvivre)
Gran lux : rue de l'égalerie
L'entrepot bellevue
Bold records : sous les arcades (hotel de ville)
Ecole des mines
La Dérive : 31 rue Basse des rives
L'Assomoir : rue de la Richelandière
La ola : rue Elise Gervais
Loulou cantine : rue Elise Gervais
Le Sanaka : place Chapelon
Les 1000 choses : rue antoine durafour
Le Maki : 14 rue du 11 novembre
cinéma Le méliès & cinéma le france
La gryffe : lyon 7e, 7 rue Sébastien Gryphe
De l'autre côté du pont : lyon 3e, 25 cours Gambetta
le Café fait sa Broc' - 3 rue Dumenge Lyon 4ième

SOMMAIRE

- La chasse aux étrangers bat son plein - La chasse à la solidarité aussi..... page 2
- Naissance du site internet lesogm.org.....page 2
- Les Putes.....page 3
- Indymédia Lille en procès page 5
- Souscription café zapatiste 2008page 6
- STOP ITER : manifestation nationale antinucléaire samedi 10 novembre..... page 6
- Bienvenue en eurochine..... page 7
- Lyon défense d'afficherpage 8
- Les faucheurs volontaires neutralisent des parcelles de multiplication dessemences..... page 8
- Refus de visas : les rencontres d'Afrikabidon en deuil.....page 9
- Procès Ramon Moya.....page 9
- Bourdieu dans la ligne de mire de France Inter..... page 10
- L'été sera beaucoup plus chaud qu'on pourrait s'en douter... va t'on y laisser notre peau (bronzée) ?..... page 11
- Emergence d'une crise globale sur la nourriture.....page 12
- Lettre à mon Assistante Sociale.....page 13
- Code is written, future is not !.....page 15
- Banlieues Hack Movies.....page 15
- Agenda concert.....page 16

Saint-Etienne - publié le 17 octobre 2007

Appel à Mobilisation - IMPORTANT

LA CHASSE AUX ÉTRANGERS BAT SON PLEIN - LA CHASSE À LA SOLIDARITÉ AUSSI

Pour avoir manifesté sa solidarité envers un étranger en situation d'expulsion, Florimond - instituteur et militant RESF - risque 3 ans de prison et 45000€ d'amende : toute l'affaire est dans le tract ci-joint.

Plus que jamais, l'étranger est le "bouc"-émissaire de Mrs les commissaires à la solde du président xénophobe Sarkozy, pourtant lui-même étranger d'origine comme chacun sait, mais un étranger issu d'une riche famille.

En criminalisant l'immigration, les gouvernements successifs depuis 1976, jettent un rideau de fumée sur les politiques de démembrement social autant que sur le néo-colonialisme dont notre pays, la France, est coutumier.

Depuis le mois d'août, les rafles se multiplient, la pression est montée d'un cran. Pour la police, tous les moyens sont bons : s'infiltrer dans les écoles, faire pression sur les assistantes sociales, aujourd'hui, comme le montre le texte ci-dessous, ce sont les ASSEDICS et l'ANPE qui sont dans le colimateur de l'Etat policier.

Mais bon, ça ne semble pas inquiéter outre-mesure Rama Yade, la secrétaire d'état aux fameux "droits de l'homme", puisqu'elle continuera à toucher sa solde de ministre.

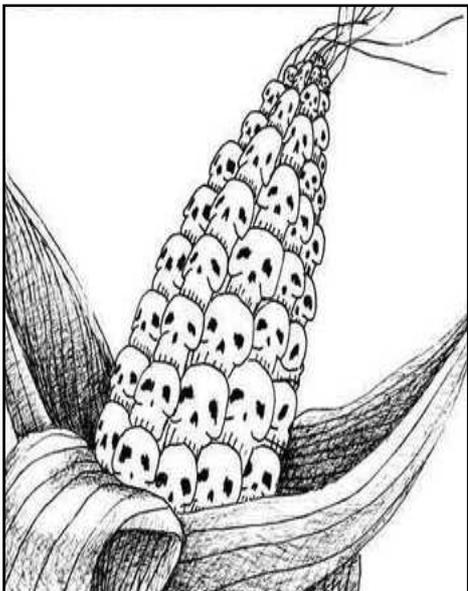
Les agents ANPE et Assedic ont reçu comme consigne de transmettre "systématiquement" aux préfectures copie des titres de séjour et de travail des demandeurs d'emploi étrangers pour vérification depuis le 1er octobre, selon des documents rendus publics par des syndicats.

La photocopie des titres de séjour et de travail doit être réali-

National > Divers - publié le 8 septembre 2007

NAISSANCE DU SITE INTERNET LESOGM.ORG

L'association Inf 'OGM a mis en place un site Internet destiné à répondre, de façon simple et controversée, aux ques-



tions du grand public sur les OGM, Organismes Génétiquement Modifiés.

Ce site propose, pour chaque question, une réponse courte et contextualisée, et de nombreux liens, vers le site infogm.org ou vers des sites extérieurs, pour permettre aux internautes d'en savoir plus. Ces liens renvoient vers des sites très variés : gouvernements, institutions internationales, recherche publique, entreprises de biotechnologie, ONG...

De nouvelles questions /réponses pourront être proposées, en fonction de la demande des internautes.

ADRESSE DU SITE : www.lesogm.org

VIENT DE PARAITRE
DES PISTES POUR COMPRENDRE ET
DEBATTRE SITE INTERNET TOUT PUBLIC

Sommaire du site :

Techniquement, c'est quoi ?
Y'a-t-il des OGM dans mon assiette ?
Qui cultive des PGM ?
Mais ça pousse mieux ?
Avec les OGM, plus jamais faim ?
Il paraît que les OGM appartiennent aux entreprises ?



sée lorsque la personne se présente au guichet pour s'inscrire, expliquent le directeur général de l'ANPE, Christian Charpy et celui de l'Unedic, Jean-Luc Bérard, dans un courrier du 28 septembre envoyé à leurs directeurs régionaux, rendu public par Sud, FO et CGT. "Dans un premier temps, et en attente de la mise en place d'une procédure de traitement électronique, une photocopie du titre est systématiquement réalisée par l'Assedic dans le cadre de l'IDE (inscription du demandeur d'emploi, ndlr). Les photocopies sont transmises chaque jour par envoi recommandé avec accusé de réception aux Préfectures de département (Préfecture de police pour Paris)", précisent-ils. Ces consignes, "applicables à compter du 1er octobre", font suite à un décret du 11 mai 2007, pris en application de la loi Sarkozy sur l'immigration et l'intégration du 24 juillet 2006.



L'environnement est-il touché par les OGM ?

Pourquoi parle-t-on de contamination ?
Les OGM peuvent-ils cohabiter avec d'autres plantes, conventionnelles ou biologiques ?

Et la santé ? Et les allergies ?

Si je veux suivre l'actualité sur les OGM, comment faire ?

Que proposez-vous comme livres pour expliquer les OGM ?

Et des sites internet ?

Retrouvez les autres publications sur www.infogm.org/

LES PUTES

Comme le fait remarquer la philosophe féministe Elsa Dorlin, ces dernières années, des thématiques féministes ont été instrumentalisées afin de défendre des politiques racistes. Notamment en 2003 lors des votes de la loi contre le port d'insignes religieux dans les lieux publics et celle pour la sécurité intérieure, qui pénalise entre autres, le racolage passif.

Abolitionnisme = Racisme !

Ces deux lois ont été défendues sur des arguments féministes et parfois même par des féministes. Il s'agissait de combattre le voile en tant que symbole d'oppression sexiste et la traite des femmes dans la prostitution. Ces lois ont eu en réalité pour conséquence de s'attaquer à des femmes et plus précisément des femmes minoritaires souvent issues de l'immigration : des musulmanes et des prostituées dont une majorité de migrantes.

Tous les discours sur la traite n'ont eu jusqu'à présent que trois conséquences pour les travailleuses du sexe :

- davantage de contrôle migratoire à l'encontre des femmes et leur expulsion
- davantage de répression contre les travailleuses du sexe exerçant dans la rue et les espaces publics
- délégitimer les mouvements de travailleuses du sexe comme non représentatifs car minoritaires face au "problème de la traite".

Les discours sur la traite trouvent un large écho dans les médias et la population générale du fait de l'apitoiement provoqué à l'égard des "victimes". Qui en effet ne saurait s'émouvoir de l'esclavage et de l'abus sexuel de tant de femmes et d'enfants ?

La majorité des groupes féministes s'en font d'ailleurs les relais auprès des partis et institutions politiques en particulier de gauche. D'autres féministes ont heureusement travaillé avec des travailleuses du sexe et des migrantes telle Gail Pheterson ou Françoise Guillemaut en France. (Ce présent texte est librement inspiré de leurs travaux.)

Or quand on lit leurs travaux, on peut ensuite se rendre compte que ces discours sur la traite s'élaborent à partir d'inventions, de mensonges, de manipulation et de confusion volontaire de chiffres.

Du côté des inventions et des mensonges, on notera par exemple : l'invention des 40 000 femmes déportées à l'occasion de la coupe du monde en



Allemagne le mythe de la traite des blanches au début du XX^{ème} siècle.

Du côté des manipulations et confusions on notera :

- la confusion entre les migrations libres et la déportation de force
- la confusion entre l'endettement auprès de passeurs et le racket
- la confusion des chiffres sur la traite et celle des entrées de migrants irréguliers en Europe

Sur ce dernier point, l'Union européenne estime qu'il y aurait 3 millions de migrants illégaux en Europe. Europol parle de 500 000 entrées illégales par an sur le continent, chiffre repris par Eurostat pour estimer celui des femmes victimes de la traite. Tous les rapports de seconde main et mouvements abolitionnistes reprennent en chœur ce chiffre de 500 000 victimes de la traite par an en Europe sans se préoccuper comme d'habitude de son origine. Or il est bien évident que tous les migrants irréguliers ne sont pas des femmes ni encore moins tous des femmes prostituées "victimes de la traite".

De la même manière, un rapport de 2002 des organisations UNICEF, UNOHCR, OSCE, et ODIHR estime que 100 000 femmes albanaises entre 15 et 35 ans auraient été trafiquées vers l'Europe de l'ouest ces dix dernières années. Pour la même période cependant, le Ministère Intérieur albanais parle lui de 5200 femmes.

Bien sûr tous ces chiffres sont en fait invérifiables car la prostitution et les migrations des femmes travailleuses du sexe sont illégales.

C'est néanmoins cette illégalité qui est la première responsable de ce qu'on appelle "la traite" ou que nous préférons nommer les restrictions des libertés migratoires de femmes. Car sous le terme de traite c'est en fait toutes les femmes migrantes et leurs enfants qui

sont ainsi désignées. Considérant que la prostitution ne peut être un choix libre, les mouvements abolitionnistes font de toute femme prostituée migrante une victime de la traite. Le fait d'aller chercher un passeur pour venir travailler en tant que prostituée dans les pays riches n'est pas perçu comme un acte de prise de pouvoir économique en comparaison de la situation du pays de départ parfois sexiste ou dangereux.

Le Protocole de Palerme définit la traite comme : le fait, en échange d'une rémunération ou de tout autre avantage ou d'une promesse de rémunération ou d'avantage, de recruter une personne, de la transporter, de la transférer, de l'héberger ou de l'accueillir, pour la mettre à la disposition d'un tiers, même non identifié [....]

La définition de la traite est assortie d'une disposition qui affirme le caractère inopérant du consentement de la victime de la traite à l'exploitation elle-même. Cette clause est particulièrement importante en matière d'exploitation de la prostitution : elle supprime en effet toute distinction entre "prostitution forcée" et "prostitution volontaire".

Dans les faits, il n'y a donc pas la possibilité de distinguer le Smuggling du trafficking.

Le Smuggling est une aide au franchissement des frontières considéré comme une atteinte aux droits des Etats. Les femmes sont donc jugées délinquantes.

Le Trafficking est une exploitation considérée comme une atteinte aux droits humains. Les femmes doivent coopérer avec la police pour être reconnues victimes.

S'agissant de la France et de sa loi pour la sécurité intérieure, celle-ci pénalise le racolage passif de 3750 euros d'amende et de deux mois de prison ainsi que l'expulsion des travailleuses du sexe étrangères. Cette loi prévoit un volet de protection des victimes de trafic si elles dénoncent un proxénète.

C'est ainsi la première fois qu'une loi en France conditionne l'obtention d'un droit à un service de délation. La personne ayant dénoncé "un proxénète" se verra obtenir le plus souvent une Autorisation Provisoire de Séjour de trois mois renouvelable en principe mais rarement dans les faits. Cette APS est conditionnée également au fait de devoir arrêter la prostitution sans qu'elle ne donne le droit à un permis de travail. Cela revient à priver la personne de toute possibilité de revenus et celle-ci se trouve contrainte de continuer de travailler dans la prostitution. Il suffit ensuite pour la police de l'arrêter de nouveau pour racolage et pour la justice de procéder à son expulsion.

De nombreux exemples sont disponibles auprès des associations de santé communautaires Cabiria à Lyon ou Grisélidis à Toulouse.

Il est intéressant de constater que si les mouvements abolitionnistes ne soutiennent pas la loi pour la sécurité intérieure de Sarkozy qualifiée de prohibitionniste, ces mouvements n'ont en revanche rien fait depuis 4 ans contre son application. Certaines de ces personnes abolitionnistes avaient même été auditionnées avant le vote de la loi en tant qu'expertes sur la prostitution sans s'y opposer.

Fin 2006, l'Amicale du Nid recevait lors d'une réunion publique la secrétaire d'état aux victimes Catherine Vautrin résolu ensemble de lutter contre la prostitution. Les associations abolitionnistes n'ont en effet pas intérêt de trop critiquer les gouvernements dont elles sont dépendantes pour leurs subventions, leur business pourrait on dire. Le pire fut sans doute au printemps 2006 à l'occasion de la coupe du monde en Allemagne afin de stigmatiser ce pays et le travail du sexe dans son ensemble.

Malka Marcovitch obtenait à l'époque du gouvernement français la diffusion d'un spot de sensibilisation diffusé sur les chaînes de télévision pour condamner la prostitution. Tous les partis politiques de gauche comme de droite formaient une union sacrée contre la prostitution. La majorité des associations féministes alliées aux groupes chrétiens intégristes relayaient la campagne dans les réseaux associatifs et politiques de gauche.

Les putes auraient aimé qu'elles se mobilisent autant contre les violences qu'elles subissent depuis la LSI mais il est apparemment préférable de s'attaquer à un pays comme l'Allemagne où la prostitution est légale et où les travailleuses du sexe peuvent travailler en sécurité alors que c'est loin d'être le cas dans la France

abolitionniste.

Dans le cas de l'autre grand pays abolitionniste d'Europe qu'est la Suède, présenté comme un modèle pour sa politique contre la prostitution, on remarquera également qu'en plus de pénaliser les clients et d'enfoncer ainsi les travailleuses du sexe dans la clandestinité, ce pays a entrepris de reconduire les femmes migrantes "victimes de la traite" chez elles.

Après les discours voyons quelles sont les politiques anti-traite :

approche morale :

- la prostitution est assimilée à la traite pour réprimer l'ensemble des putes. Ces répressions engendrent plus de violences, plus de marginalisation et moins de droits.

approche anti-criminalité :

- aucun droit n'est garanti pour les victimes qui subissent alors des représailles ainsi que le harcèlement policier

approche anti-migration :

- contrôle accru aux frontières, restriction des possibilités de migrations, expulsions ce qui a pour conséquence plus de dépendance des femmes à des réseaux d'intermédiaires illégaux.

En général ce ne sont pas les violences qui sont condamnées mais les migrations, les passages des frontières, le transport et l'aide au passage des frontières. Les femmes n'ont aucun droit pour se défendre contre ces violences et l'exploitation car leur statut et leur activité sont clandestines.

Le Protocole de Palerme prévoit pourtant un dispositif de protection des victimes selon les articles 6 et 7 :

Les Etats doivent fournir aux victimes une assistance appropriée pour leur permettre de faire valoir leurs vues au cours de procédure pénale, ainsi que la possibilité d'obtenir réparation du préjudice. Les Etats sont encouragés à fournir aux victimes un logement convenable, une assistance médicale, psychologique et matérielle, des possibilités d'emplois, d'éducation et de formation ainsi que la possibilité de rester sur le territoire.

Les résultats d'observation de terrain :

- les victimes ne sont jamais indemnisées du préjudice subi, même en cas de procès

- les femmes sont arrêtées pour séjour irrégulier

- les autres secteurs professionnels où existe du travail forcé ne sont pas pris en compte

- les droits humains des femmes ne sont jamais respectés.

S'agissant maintenant non plus des pays d'arrivées mais de départ, les mouvements abolitionnistes mènent des politiques de sauvetage mais que nous préférons nommer de kidnapping.

Par exemple au Cambodge en 2003, une opération de sauvetage a entrepris de kidnapper de force plusieurs milliers de travailleuses du sexe dans les bordels où elles travaillaient afin de les sortir de la prostitution. Elles sont ensuite envoyées dans des camps de réhabilitation où on leur fait faire un travail de couture ou dans des usines nocives pour leur santé. Leurs enfants sont également comptabilisés dans les rapports officiels internationaux comme victimes de la prostitution et de la traite. Ces opérations commando sont financés par des fonds mondiaux de lutte contre la prostitution et la traite mais également par des fonds pour la lutte contre le sida telle la fondation Bill Gates ou les programmes américains de Bush qui font de l'abstinence et de la fidélité dans le mariage les principes de prévention. Les travailleuses du sexe sont donc forcées d'arrêter de se prostituer si elles veulent obtenir du matériel de prévention dans le cadre de leur métier. Dans les faits aucune aide ne leur est donc fournie par ces programmes qui ne veulent surtout pas cautionner un éventuel soutien à la prostitution.

En conclusion, le constat que nous faisons est simple : la lutte contre la prostitution sert à lutter contre les migrations des femmes.

Les femmes n'ayant pas de possibilité légale de migrer et de travailler dans les secteurs économiques légaux, il ne leur reste plus beaucoup de choix que de trouver des intermédiaires afin d'assurer leur arrivée en Europe de l'ouest. Ces



intermédiaires ne sont pas de grands groupes mafieux tels que les mouvements abolitionnistes les décrivent mais plus souvent d'innombrables particuliers faisant de la contrefaçon ou des transfrontaliers possédant un bateau de pêche, un moyen de locomotion et qui pensent arrondir leurs fins de mois en aidant au passage des frontières. Une fois arrivées, les seuls secteurs d'emploi ouverts sont le travail domestique et le travail du sexe.

C'est donc au nom des politiques anti-traité que des politiques anti-migratoires sont menées et qui ont pour conséquence de réduire les libertés migratoires et économiques des femmes les condamnant à la "traite".

Pour lutter efficacement contre les violences et contraintes que subissent les femmes migrantes et pour que la prostitution reste un choix, nous exigeons :

- la régularisation de tous les sans papiers

- l'ajout des mentions de sexe, d'orientation sexuelle et d'identité de genre dans la convention de Genève de 51 accordant ainsi l'asile aux femmes et transpédougouines

- un permis de travail pour tous les documents accordant le droit au séjour : titre de séjour, APS, récépissé de demande d'asile etc

- que les pays qui réglementent le travail du sexe cessent d'exclure les migrantes sous le faux prétexte qu'elles seraient elles des "victimes de la traite" et qu'ils accordent ainsi les mêmes droits aux travailleuses migrantes qu'aux nationales. <http://www.lesputes.org/main.htm>

Voir aussi :

associations de santé communautaires :

<http://perso.orange.fr/cabiria/publications.html>

<http://www.multisexualites-et-sida.org/actualites/grisolidis1.html>

Lectures :

http://cybersolidaires.typepad.com/ameriques/2006/11/la_lutte_des_pu.html

<http://www.mollat.com/livres/elsa-dorlin-matrice-race-genealogie-sexuelle-coloniale-nation-francaise-9782707148810.aspx>

Le prisme de la prostitution de Gail Pheterson

Femmes et migration par Françoise Guillemaut

La matrice de la race par Elsa Dorlin

National > Alertes - publié le 18 octobre 2007

INDYMEDIA LILLE EN PROCÈS

Communiqué du collectif indymedia lille avant le procès du 18 octobre

Le 18 octobre 2007, après deux reports, plusieurs militants ont comparu devant le tribunal correctionnel de Boulogne sur mer.

Parmi eux un ancien membre de Indymedia Lille. Il répondra du chef d'inculpation de diffamation publique envers une administration ou un corps de fonctionnaires (en l'occurrence des fonctionnaires de police ayant participé le 23 juin 2004 à l'interpellation de réfugié-e-s dans la zone portuaire de Calais). Ces plaintes furent déposées par la "direction zonale nord CRS" et par le ministre de l'intérieur de l'époque, Dominique de Villepin (déroulement de l'enquête : <http://lille.indymedia.org/spip.php?article80z6>).

Cette personne est inculpée au motif de la loi sur la liberté de la presse (!) de 1881 : dans le cadre d'un délit de presse, la justice s'attaque à une personne qu'elle considère comme directeur de la publication du site internet d'Indymedia Lille. Les autres personnes poursuivies sont les auteur-euse-s des contributions incriminées.

Cette accusation est d'autant plus grotesque que le site internet du collectif Indymedia Lille fonctionne sur le principe de la publication ouverte. N'importe qui peut proposer des articles, relus par les membres du collectif. Le collectif décide alors de publier ou non ces articles en fonction de la charte qui définit les cadres de la politique éditoriale du site (à l'adresse suivante : <http://lille.indymedia.org/spip.php?article61>).

En inculquant une personne, la justice refuse de reconnaître le fonctionnement horizontal du collectif et essaie de plaquer ses schémas

hiérarchiques, ceci dans le but de réprimer un site internet d'information alternative qui refuse les logiques des médias de masse

(sélection et formatage de l'information en fonction d'impératifs commerciaux et politiques), et qui fait partie d'un réseau comptant plus de 170 collectifs à travers le monde. Le réseau Indymedia est un véritable contre-pouvoir médiatique, et c'est à cela que la police et la justice essaient de s'attaquer.

Les articles incriminés par la justice ont été publiés sur le site d'Indymedia Lille fin juin 2004, suite à des rafles policières visant

les réfugié-e-s de Calais. Il s'agissait pour les autorités, 6 mois après la fermeture très médiatique du "centre d'hébergement" de

Sangatte, de faire croire que le problème des réfugié-e-s dans le Calaisis était réglé.

Or en juin 2004 comme aujourd'hui, le problème n'est pas réglé ! De très nombreuses personnes ayant quitté leur pays survivent dans des conditions ignobles dans le Calaisis en attendant de parvenir à traverser la Manche par n'importe quel moyen. En l'absence d'un accueil acceptable, tant du point de vue légal qu'humanitaire, ce sont des militant-e-s qui sont au quotidien sur le terrain pour aider les réfugié-e-s à survivre, et pour veiller à ce que les forces de police, qui ont pour tâche de rendre invisibles ces réfugié-e-s, n'abusent pas de leur pouvoir.



Evidemment, ce travail de vigilance gêne les "forces de l'ordre" dans leurs activités. En plus d'essayer, par des procédures judiciaires et diverses tentatives d'intimidation, de décourager le travail de terrain des militant-e-s du Calaisis, la police et la justice s'attaquent aujourd'hui au site du collectif Indymedia Lille, qui se fait le relais de leurs luttes et de la situation des réfugié-e-s dans le secteur. Ce procès vise donc à intimider et/ou faire taire un média alternatif traitant de ce sujet, et illustre également une volonté de faire silence sur ces hommes et femmes, et sur les violences

des politiques "de gestion migratoire des pays du nord". Le collectif Indymedia Lille soutient totalement la personne inculpée, ancienne membre du collectif, ainsi que les autres personnes qui comparaitront ce 18 octobre. Il appelle également chacun-e à diffuser à l'occasion de ce procès et par la suite le maximum d'informations au sujet de la situation des réfugié-e-s du Calaisis et d'ailleurs !

Résistons et agissons pour une information libre et insoumise et pour la liberté de circulation et d'installation !

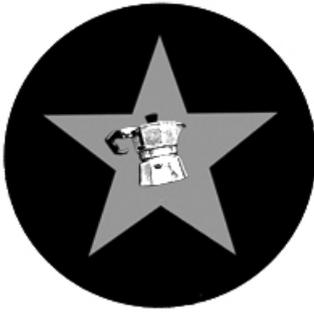
Le collectif Indymedia de Lille

Le communiqué est aussi disponible en ligne (HTML et PDF) à l'adresse :

<http://lille.indymedia.org/spip.php?article10403>

Plus d'info sur la situation calaisienne et sur le déroulement de l'enquête sur le site <http://lille.indymedia.org>

SOUSCRIPTION CAFÉ ZAPATISTE 2008



Comme chaque année depuis 2003, nous redémarrons une campagne de souscription pour acheter le café des coopératives zapatistes du Chiapas.

Devant les menaces que font peser de plus en plus fort les attaques du gouvernement mexicain, la solidarité est plus nécessaire que jamais pour que vive cette expérience concrète de construction d'un autre futur.

Bonjour à toutes et à tous,

Comme chaque année depuis 2003, nous redémarrons une campagne de souscription pour acheter le café des coopératives zapatistes du Chiapas.

Nous allons passer cette année commande à deux coopératives : MutVitz ou Yachil, d'un côté et Ssit Lequil Lum de l'autre.

Vous connaissez déjà MutVitz et Yachil dont nous avons distribué le café les années passées. Mais les membres des coopératives, comme de l'ensemble des communautés zapatistes, sont de plus en plus menacés à la fois par les agressions des paramilitaires et par la stratégie de contre-insurrection civile du gouvernement qui cherche à éradiquer ces coopératives, symboles de la possibilité d'un mode de production autonome. Après avoir bloqué le compte bancaire de MutVitz au printemps, le gouvernement a durci les lois fiscales, rendant très difficiles pour les coopératives zapatistes l'enregistrement de leurs représentants légaux ainsi que les transferts d'argent depuis l'étranger. Si, suite à cela, les inquiétudes sur la possibilité de MutVitz d'exporter du café cette année se concrétisaient, nous ferions venir du café de Yachil, l'autre coopérative de la même zone, moins menacée pour l'instant. Ces deux coopératives ont la certification biologique.

Ssit Lequil Lum, "Les fruits de la Terre Mère" en tzeltal, est la toute dernière des coopératives zapatistes. Elle est située dans la région Nord du Chiapas, où sont particulièrement actifs les groupes paramilitaires. Elle a choisi de franchir un pas supplémentaire sur le chemin de l'autonomie en refusant toute certification officielle dont les normes, imposées sans discussion avec les producteurs, ne correspondent pas toujours aux réalités locales. Elle développe à l'inverse une certification indépendante avec l'appui d'une université de Veracruz. Ce sont les producteurs eux-mêmes en relation avec des techniciens d'agro-écologie qui définissent la liste des points à certifier. Ne s'arrêtant pas à la récolte, comme la certification biologique, cette auto-certification, qui impose à la fois une culture sans produits chimiques et des normes sur la qualité du travail après la récolte des grains est validée par les autorités zapatistes.

Après discussion avec les coopératives le prix du café qui leur est payé a été augmenté cette année de 1,60 dollars la livre à 1,70. Les bénéfices résultant de la vente continuent à être intégralement reversés aux "conseils de bonne gouvernance" zapatiste pour qu'ils bénéficient à l'ensemble des communautés, y compris celles ne produisant pas de café.

Cet argent supplémentaire permet donc de soutenir les producteurs pour qui le café est souvent la seule production vendue (les autres cultures étant d'auto-subsistance) et représente la seule rentrée d'argent pour acheter ce qu'ils ne peuvent produire. Il permet également de soutenir les projets de ces communautés et notamment des projets de santé et d'éducation autonome.

Le café sera disponible en juin 2008, date à partir de laquelle nous procéderons à sa distribution et aux envois pour ceux qui sont en province. Les frais d'envois en province sont inclus dans le prix comme d'habitude.

STOP ITER : MANIFESTATION NATIONALE ANTINUCLÉAIRE SAMEDI 10 NOVEMBRE



Contre le projet de construction du réacteur nucléaire "ITER" prévu à Cadarache (près de Marseille), le réseau "sortir du nucléaire" et de nombreuses associations et mouvements politiques (dont les libertaires) appellent à une manifestation nationale antinucléaire le samedi 10 novembre à 14H, Porte d'Aix à Marseille.

** Infos/programme/dossier/matériels etc..
<http://www.stop-iter.org/spip.php?r...>

** Contact : tél : 0490073092
email : stop.iter.mediana[AT]free.fr
<http://groupenadatoulon.lautre.net>

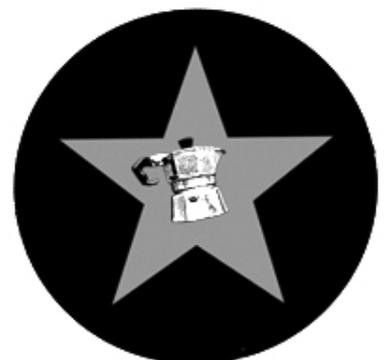
Par contre, comme il y a la possibilité de souscrire cette année pour deux cafés différents, nous demandons à ceux qui ne peuvent venir prendre le café sur Paris, s'ils commandent les deux cafés, de ne souscrire que par multiple de dix (la manutention devenant impossible à gérer autrement). Cela est également souhaitable pour ceux qui ne commanderont qu'un des cafés, mais dans ce cas nous pouvons gérer quand même des commandes qui seraient inférieures. Nous vous en remercions par avance.

Comme les années passées nous effectuons un pré-paiement aux coopératives, pré-paiement nécessaire pour éviter que les agriculteurs s'endettent auprès des banques en attendant le paiement de la récolte (qui a lieu entre novembre et janvier). Pour pouvoir leur envoyer cet argent, vos souscriptions nous sont donc nécessaires. Nous vous remercions de nous les faire parvenir dès que possible car nous souhaitons effectuer ce pré-paiement avant la fin de l'année.

Si vous souhaitez davantage d'informations sur la situation au Chiapas et à Oaxaca, vous pouvez vous rendre sur le site du Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte :
<http://www.cspcl.ouva-ton.org>

Vous remerciant par avance pour votre soutien. Solidairement.

Anne-Marie, François, Jennifer et Marie pour Echanges Solidaires.



Bon de souscription pour achat(s) anticipé(s) A retourner avant fin décembre 2007 à : CSPCL, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris
Paquets de 250 g de café, 3 euros l'unité, disponibles en JUIN 2008

NOM:.....
Prénom:.....
Adresse.....
.....
Code Postal:.....
Ville.....
Courriel* :.....
Tel* :.....

*Très important pour la livraison

journée de distribution à Paris ; envois en province (frais de port inclus dans le prix d'achat)

Je souscris pour

...paquets de la coopérative MutVitz ou Yachil soit ...euros

...paquets de la coopérative Ssit Lequil Lum soit...euros

(3 € l'unité, multiple de 10 paquets minimum pour les envois des deux cafés)

Paiement effectué le/...../..... Par chèque bancaire à l'ordre de :
Échanges Solidaires

Si vous souhaitez plus d'informations ou de bons de commande :
cafesolidaire@no-log.org

International > Alertes - publié le 4 octobre 2007

BIENVENUE EN EUROCHINE

Communiqué de la ligue ODEBI du 02 octobre et premières réactions

Le terrorisme ne doit pas servir de prétexte à l'instauration du filtrage par les moteurs de recherche ou les FAI en Europe.

Ce premier octobre, le Vice-président de la Commission Européenne chargé des affaires relevant du domaine de la "Liberté, Sécurité et Justice" a fait des propositions destinées à renforcer la lutte anti-terroriste aux ministres européens de la justice et de l'intérieur.

Il serait proposé de "fermer" des sites pouvant contenir par exemple des instructions permettant la réalisation de bombes. [1]

Michèle Alliot-Marie s'est déclarée personnellement favorable à ces mesures. Pour la Ligue Odebi, cette politique est irréaliste, et dangereuse pour les libertés individuelles : cela mènerait nécessairement à imposer aux FAI européens de filtrer le net aux frontières de l'Union Européenne.

Le Vice-président Frattini avait par ailleurs déclaré [2] le 10 septembre dernier qu'il avait "la ferme intention d'entreprendre une étude avec le secteur privé (...) sur les moyens technologiques d'empêcher des gens d'utiliser et de chercher des mots dangereux comme "bombe", "tuer", "génocide" ou "terrorisme" : Si demander aux moteurs de recherche de filtrer certaines expressions est techniquement possible, on voit assez mal comment Franco Frattini peut espérer -techniquement- empêcher les internautes (voire les journalistes) d'utiliser certains mots. Sur le fond, au-delà de l'aspect technique- la volonté de prohiber l'usage de certains mots relève d'un obscurantisme d'un autre âge. La politique européenne en matière de lutte anti-terroriste prend une tournure

inquiétante : des déclarations particulièrement décomplexées font même ouvertement référence à la Chine. Ainsi, dès juillet dernier un porte-parole de la commission, interpellé sur le filtrage aux frontières de l'Union Européenne, déclarait : "You always need a provider here that gives you access to websites. They can decide technically which websites to allow. *Otherwise, how would China block internet sites ? There are no technological obstacles, only legal ones.*" [3]

Odebi s'oppose totalement à toute mesure législative imposant aux FAI ou aux moteurs de recherche de filtrer des contenus : La mise en oeuvre technique de tels procédés -par ailleurs contournables- constitue à terme une menace pour la démocratie.

03 octobre 2007

Les déclarations du commissaire européen Franco Frattini provoquent la colère d'associations de défense des libertés civiles en France et en Italie.

Dans son communiqué du 11 septembre l'ALCEI (Electronic Frontiers Italy) fustigeait les déclarations de Franco Frattini, qui projette de faire filtrer, voire d'interdire l'usage, de certains mots sur internet, à des fins de lutte anti-terroriste : "We are concerned - but unfortunately not surprised - by EU Commissioner Frattini's proposal to impose selective censorship on words used on the internet. "I do intend" - said Mr. Frattini to Reuters
<http://www.reuters.com/article/inte...> on September 10, 2007 - "to carry out a clear exploring exercise with the private sector... on how it may be possible to use technology to prevent people from using or searching dangerous words like bomb, kill, genocide or terrorism".

Mr. Frattini's suggestion is unacceptable, extremely dangerous and a serious threat against free speech. The "internet-teaches-how-to-make bombs" nonsense has been around since the net's early years. Along with "copyright

infringements" and misrepresented child protection urges -as ALCEI denounced over ten years ago http://gandalf.it/free/cass_en.htm. The "internet-bomb" issue has always been one of the excuses to invoke censorship and repression."

04 octobre 2007

Après les réactions allemandes, italiennes et françaises <http://quelqueswatts-deplus.blog.zom...>, c'est au tour des partis pirates d'Allemagne, d'Espagne, du Royaume Uni, de Suède, d'Autriche, de Pologne, du Chili, de Hollande, et des Etats Unis de dénoncer le projet de censure et de filtrage du net par le biais d'un communiqué commun :

http://pirate-party.us/files/PPI_Pr... :

plus d'info :
<http://www.odebi.org/new2/?p=443#mo...>
...
A suivre de prêt....

[1] <http://uk.reuters.com> -

<http://www.dw-world.de>

[2] <http://www.lemonde.fr>

[3] The European Commission (EC) has announced plans to frustrate terrorism by suppressing online guides on bomb-making. "It should simply not be possible to leave people free to instruct other people on the internet on how to make a bomb - that has nothing to do with freedom of expression," EC vice president Franco Frattini said yesterday. Mr Frattini is "responsible for Freedom, Security and Justice." When asked how the EC planned to suppress web bomb manufacture instructions hosted outside EU borders, it appeared that officials planned to act at the level of ISPs in Europe.

The Times quoted a commission spokesman as saying : "You always need a provider here that gives you access to websites. They can decide technically which websites to allow. Otherwise, how would China block internet sites ? There are no technological obstacles, only legal ones."
<http://www.theregister.co.uk>

LYON : DÉFENSE D’AFFICHER



Une multitude d’associations est actuellement concernée par une vague de répression de l’affichage libre menée par la municipalité de Lyon, avec de fortes amendes à la clef. Dans le même temps, l’affichage commercial envahit la ville chaque jour davantage. Nous soutenons bien entendu ces associations et le collectif qui a été créé dans le but de faire valoir le droit à la liberté d’expression. Voici le texte, rédigé par le collectif.

La mairie de Lyon s’attaque une fois de plus à l’affichage libre, notamment à la Croix Rousse. Une grande campagne d’hygiénisation est mise en place, ainsi qu’une brigade "environnement et propreté". Les enquêtes se succèdent, les amendes pleuvent (y compris, fait quasi-inédit en France, pour des affiches simplement posées au scotch) sur des associations fondées essentiellement sur le bénévolat et des rapports non-marchands.

Tandis que la Ville se vante du "potentiel créatif" lyonnais pour décrocher le titre de "Capitale Européenne de la Culture 2013", elle s’attache à détruire méthodiquement toute la culture associative, militante et artistique.

Précisons que cette campagne ne fera pas disparaître l’affichage en général, puisque les grosses structures intègrent désor-

mais ces amendes dans leur budget. Nos élus le savent : le zèle des "brigades vertes" n’empêchera pas nos murs d’être recouverts d’affiches pour Johnny Hallyday ou pour des marques de parfum. Cette acharnement vise donc UN type d’affichage, spontané, informel et mène une guerre sans répit aux pratiques qu’il promeut, des pratiques fondées sur l’échange, la culture et la solidarité plutôt que sur le fric et le consumérisme individualiste.

Qu’on cesse de nous parler de la poignée de panneaux municipaux, cyniquement nommés "affichage libre", monopolisés par les grandes boîtes de production d’évènementiel.

Qu’on cesse de taxer nos affiches de pollution visuelle alors que nos élus municipaux offrent sur un plateau l’espace public lyonnais à JC Decaux.

Qu’on cesse, au nom d’une pseudo écologie urbaine, de nous accuser de "salir" la ville alors que le mobilier urbain est tout dédié à la promotion de la bagnole et à l’apologie de la surconsommation.

Une fois de plus, la mairie de Lyon nous offre une belle leçon sur nos droits fondamentaux conforme à notre époque liberticide.

Il nous semblait pourtant que lorsqu’on a pas accès aux grands médias, la liberté d’expression commence avec le droit de pouvoir écrire sur un bout de papier et de le coller sur un mur. Mais apparemment, elle vaut autant qu’une crotte de chien et moins qu’une pub pour un déodorant.

Il nous semble également que la richesse et la diversité de la vie culturelle lyonnaise ne dépendent pas d’un titre pompeux, mais de l’activisme quotidien d’une multitude d’individu-e-s et collectifs aujourd’hui gravement et injustement pénalisés.

Où voulons nous vivre ?

Dans une ville artificielle, aseptisée, taillée pour les dépliants touristiques ?

Dans espace public abandonné aux marchands ?

Nous, collectif d’associations et d’individu-e-s pour l’affichage libre réclamons l’arrêt immédiat des enquêtes, l’annulation des amendes et, surtout, continuerons d’afficher LIBREMENT.

Pour soutenir l’affichage libre, n’hésitez pas à écrire à cette adresse pour exprimer ce que vous pensez de la situation : gerard.collomb@mairie-lyon.fr

• National > Divers -
• publié le 9 septembre 2007

• LES FAUCHEURS • VOLONTAIRES NEUTRA- • LISENT DES PARCELLES • DE MULTIPLICATION • DE SEMENCES

• Au petit matin du samedi 8 septembre 2007, les faucheurs volontaires ont neutralisés du maïs semence transgénique sur la commune de Charcé St Ellier dans le Maine et Loire.

• L’opération visait un ensemble de 2 parcelles de 5 ha chacune qui étaient destinées à la multiplication de semences Ogm.

• La récolte issu de ces parcelles aurait permis l’année prochaine de semer environ 1000 hectares de maïs Ogm [1].

• La neutralisation des parcelles de semences à un double objectif : d’une part limiter physiquement la politique volontaire d’expansion des surfaces Ogm en cours et d’autre part alerter l’opinion publique sur la réalité de cette

politique.

En effet, les faucheurs volontaires considèrent que c’est l’aveu criant de passer outre la volonté légitime d’une majorité de la population ne voulant pas de cultures d’Ogm en plein champs [2].

Ils entendent mettre l’Etat et nos élus devant leurs responsabilités là où l’absence de loi fait défaut.

Par cette action, les faucheurs volontaires s’opposent ainsi à la violence physique et symbolique que représentent ces cultures de plein champs envers la biodiversité, et le droit de chacun à choisir son type d’alimentation.

Dans l’état actuel des choses, ils sont convaincus qu’il n’y a plus d’autre issue pour que la liberté de choix, c’est à dire la démocratie, redevienne une réalité.

Les faucheurs volontaires mettent en garde les acteurs politiques qui ont convoqués le Grenelle de l’environnement contre toute tentative d’un faux-semblant de consultation démocratique.

La responsabilité politique, morale et éthique impose l’ouverture d’un débat public et citoyen équitable, et non la méthode du fait accompli scandaleuse,

telle qu’elle est pratiquée actuellement.

À ce titre, nous exigeons que dans cet espace de dialogue un des fondements de l’écologie ait une place centrale : c’est l’application du principe de précaution.

Ils affirment ainsi qu’en préliminaire à cette consultation et pour la sérénité des débats à venir, des mesures concrètes doivent être prises telles que :

- un moratoire immédiat sur toutes les cultures et expérimentations d’OGM en plein champ

- la neutralisation des cultures d’OGM en cours

Les faucheurs volontaires tiennent à souligner qu’il n’y aura pas de paix dans les campagnes tant que l’Etat et nos élus ne prendront pas leurs responsabilités : l’impuissance politique, le vide législatif et la politique du fait accompli sont à l’origine d’une telle situation.

Le Collectif des Faucheurs Volontaires

[1] Le Maine et Loire est au coeur d’une actualité de premier plan puisque près de 29 ha de maïs semence y sont implantés.

[2] 86% de la population est opposés à la culture des Ogm en plein champs : sondage Greenpeace / CSA de septembre 2006.

**REFUS DE VISAS :
LES RENCONTRES
D'AFRIKABIDON EN DEUIL**

Les Sénégalais "quasi indigents" ne pourront plus visiter la France Point-Afrique et Afrikabidon organisent cet été la première édition des rencontres en ayant invité deux cents africains à Bidon dans le sud de l'Ardèche.

Ils sont peintres ou maçons, artisans ou forgerons, sculpteurs ou paysans, chanteurs ou griots. Au-delà d'un caractère festif, nous souhaitons présenter l'Afrique dans sa réalité du quotidien. Ils ne sont pas tous issus de l'élite mais représentent 95% de la population. Ils venaient présenter leur habitat, leurs outils, leur perception du continent africain.

Le Niger, le Mali, la Mauritanie, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Togo, le Bénin ont accordé leur visa à nos invités.

La représentation française au Sénégal en a jugé autrement. Motif évoqué par la fonctionnaire du service des visas à Dakar :

"Ces gens sont à la limite de l'indigence... Quant à vos artistes, leur talent n'égalait pas celui d'enfants de quatre ans en France."

Nous ne pouvons être accusés de légèreté. A la mi-décembre 2006, Maurice Freund, président de Point-Afrique, a rencontré à Dakar ambassadeur, conseiller culturel, directeur du Centre culturel français et directeur de l'Institut Léopold Senghor... Nous apportions toutes les garanties et ces invités ont tous une activité économique au pays, activité dont Point-Afrique garantit la pérennité par sa propre activité spécifique.

Il ne pouvait en aucun cas s'agir d'un danger d'immigration clandestine. Leur retour au pays était assuré.

Cet événement ne mettra pas en difficulté l'opération Afrikabidon mais il est le présage de ce que deviendront nos rapports avec l'Afrique de demain.

D'autres pays, venus souvent d'autres continents, s'implantent en Afrique, perçoivent la réalité et orientent leur concours dans d'autres directions que vers la minorité dirigeante d'aujourd'hui.

Cet incident peut paraître anodin, si il

n'était pas révélateur du mépris que portent quelques fonctionnaires à la réalité sahélienne d'aujourd'hui.

Nous mettrons le drapeau sénégalais en berne tout cet été sur le site d'Afrikabidon.

Voir la page consacrée à cet incident sur le site d'Afrikabidon

<http://www.point-afrique.com/Campag...>

Maurice FREUND

Président de Point-Afrique



Saint-Etienne > Mobilisations

**PROCÈS RAMON MOYA
RAPPEL DES FAITS DU JEUDI 12 AVRIL
2007 À SAINT-ETIENNE :**

Vers 23h, Ramon, rentrait chez lui à pied lorsqu'à l'arrêt du tramway de la faculté de lettre, il est témoin, avec de nombreux badauds, d'une arrestation policière particulièrement indigne :

un homme, la soixantaine, était fermement tenu, malmené, rudoyé, à plat ventre par trois policiers. Manifestement de très modeste condition, vêtu d'un tee-shirt et d'un bas de survêtement usagé, avec de l'embonpoint, des signes de précarité sociale et économique, l'homme apparaissait pourtant comme très inoffensif. Il restait très calme, se laissant complètement faire, ne prononçant aucun mot, et grimaçant parfois en stigmates de la souffrance physique qui lui était occasionnée. Parmi les badauds, les commentaires allaient bon train, s'attristant sur la condition de ce "pauvre homme", contre la rudesse, le surdimensionnement des moyens employés.

Dégoûté par ce qu'il vient de voir, Ramon crie : "fascistes !". Aussitôt, un contrôleur de la STAS le prend à parti et l'agresse verbalement, allant jusqu'au contact physique en le poussant avec les mains sur la poitrine. Le contrôleur l'injurie violemment et Ramon n'a pas le temps de placer un mot. Très vite, un policier s'interpose et ordonne à Ramon de "dégager". Mais Ramon, impressionné par l'attitude agressive du policier et du contrôleur, n'obtempère pas. Il ne comprend pas pourquoi on lui demande de partir. Ramon n'a pas le temps de demander des explications que l'agent de police réitère son ordre en lui donnant des coups de tonfa sur les jambes et sur les bras. Puis rapidement, il se retrouve balayé, le visage plaqué sur le sol et menotté par derrière par l'a-

gent de police. A ce moment, il a conscience d'une vive agitation autour de lui et remarque brièvement un policier courir avec une bombe lacrymogène à la main (la police dispersait-elle la foule des badauds ?). Ramon est ensuite emmené au commissariat et placé en garde à vue.

Précisons que Ramon, agent administratif à la ville de Saint Etienne et militant libertaire stéphanois, est connu comme quelqu'un de pacifique et de responsable.

A l'heure où l'on attend de chacun et chacune d'entre nous un comportement citoyen, une responsabilité civique, peut-on accepter que des personnes assermentées, "gardiens de la paix" ou bien contrôleurs des transports en commun, criminalisent les comportements citoyens ? Car la citoyenneté ne s'exerce pas uniquement dans les urnes.

Peut-on accepter que les agents de la force publique soient directement placés sous les ordres d'un contrôleur d'une société privée, la STAS en l'occurrence ?

Peut-on accepter que la Police, sous prétexte de faire régner l'ordre public, bénéficie d'un sentiment d'impunité qui l'autorise à violer la dignité et les droits élémentaires des individus ?

A l'issue du procès du 27 septembre 2007, Ramon a été condamné le 18 octobre 2007 à une amende de 1300 euros. Un compte rendu du procès sera prochainement disponible en ligne.

Rappelons qu'un soutien financier a été mis en place pour les contacter :

colere42@no-log.org, ou bien
Cercle de Recherche Syndicale Historique,
salle 15 bis, Bourse du Travail de Saint Étienne
42028 Saint Étienne cedex 1.
avec la mention du soutien à Ramon.
Jean Lou, du collectif Colère de Saint Étienne

BOURDIEU DANS LA LIGNE DE MIRE DE FRANCE INTER



J'appartiens à la France qui se lève tôt... et qui, si elle allume la radio et tombe sur France Inter, peut avoir le plaisir d'écouter l'émission du 7-9, aie... Allons nous recoucher...

Mercredi 20 juin vers 7h50, je tombe donc sur le 7-9 sur France Inter, interview de Pierre-Henri Tavoillot, professeur de philosophie à la Sorbonne et ancien membre du conseil national des programmes [1]. Son constat : "il n'y a plus de culture générale, catégorie entendue comme un ensemble de savoirs et de connaissances permettant de devenir maître de son apprentissage, et l'école en meurt." [2]. Le professeur propose d'expliquer la désaffection des élèves pour la section Littéraire du Baccalauréat... comme la conséquence des travaux critiques de Bourdieu sur l'école... Rappelons-nous quand même que les analyses de Pierre Bourdieu étaient de comprendre en quoi l'école pouvait être un instrument de reproduction sociale au service des classes dominantes... [3]

Et que propose t'il... ?

"La création d'une nouvelle discipline dite "Histoire des idées", fondamentalement transdisciplinaire, qui ne serait pas une histoire des doctrines mais une généalogie des représentations du monde susceptible de convoquer l'histoi-

tous ceux qui sont dépossédés des moyens de la réaliser."

Pierre Bourdieu, Méditations pascaliennes, éd. du Seuil, 1997, p. 80

Agnes007

[1] le Conseil national des programmes donne des avis et adresse des propositions au ministre de l'Éducation nationale sur la conception générale des enseignements, les grands objectifs à atteindre, l'adéquation des programmes et des champs disciplinaires à ces objectifs et leur adaptation au développement des connaissances. Il se compose de 22 personnalités nommées par le ministre de l'Éducation nationale. Les avis et propositions du Conseil national des programmes sont rendus publics.

[2] extrait du blog de Pierre Assouline, ancien journaliste à France-Soir et chroniqueur de France-Inter résumant l'article de Pierre-Henri Tavoillot dans le dernier numéro de la revue "Le Débat" (No 145, mai-août 2007, 191 pages, 16 euros, Gallimard). Voir son article intitulé "Vers un retour des humanités ?" :

<http://passouline.blog.lemonde.fr/2...>

Conclusion de son article : L'auteur de ce projet assez élaboré la voit comme un moyen de rétablir l'argument d'autorité des professeurs enfin maîtres de leurs savoirs, alors qu'ils étaient jusqu'à maintenant déboussolés par l'autorité de l'argument, cet esprit du temps en vertu duquel tout est discutable."

[3] "La reproduction des inégalités sociales par l'école vient de la mise en œuvre d'un égalitarisme formel, à savoir que l'école traite comme "égaux en droits" des individus "inégaux en fait" c'est-à-dire inégalement préparés par leur culture familiale à assimiler un message pédagogique." - Pierre Bourdieu - 1930-2002 - La reproduction - 1966

[4] extrait du blog de Pierre Assouline, ancien journaliste à France-Soir et chroniqueur de France-Inter résumant l'article de Pierre-Henri Tavoillot dans le dernier numéro de la revue "Le Débat" (No 145, mai-août 2007, 191 pages, 16 euros, Gallimard).

[5] (Extrait du site ACRIMED) Brigitte Jeanperrin : Consultante pour les questions sociales sur France Inter, Brigitte Jeanperrin pilote aussi une rubrique dans le 7-9 intitulée "Entreprises et Stratégies". Il s'agit d'un entretien avec un acteur de la vie économique qu'elle présente chaque matin, du lundi au jeudi, à 7h50. [...] Entrepreneurs et managers ont le beau rôle grâce à la complaisance de l'intervieweuse.

re du bonheur, de la folie, du capitalisme, du savoir-vivre, des guerres... [...] M. Tavoillot part d'un constat qui se veut postulat : puisque la série "L" accueille surtout les élèves dont on ne veut pas ailleurs et que même les littéraires chevronnés s'orientent en "S" en raison du niveau, pourquoi ne pas créer une série "H" comme "Humanités" (littérature, histoire, philo, latin, grec) destinée à l'élite des littéraires." [4]

Pierre-Henri Tavoillot propose donc une nouvelle section "Humanité" pour que les jeunes puissent avoir un minimum de culture générale... ce qui, ajoute t'il, correspondrait à la demande des entreprises... Brigitte Jeanperrin, chroniqueuse porte-parole du patronat dans la même émission [5], applaudit en coeur...

Encore une fois la parole est donnée sur France-Inter à un de ces experts technocrates qui fait battre le coeur de la radio au rythme de l'ordre libéral...

"Accorder à tous, mais de manière purement formelle, "l'humanité", c'est en exclure sous les dehors de l'humanisme,

L'ÉTÉ SERA BEAUCOUP PLUS CHAUD QU'ON POURRAIT S'EN DOUTER... VA T'ON Y LAISSER NOTRE PEAU (BRONZÉE) ?

Le gouvernement a commencé à prendre un certain nombre de mesures liberticides fin juin et début juillet, qui ne sont que les prémises d'un été qui s'annonce propice à l'entrée en vigueur de ce type de mesures attentatoires aux libertés de chacun, mais surtout de ceux qui dérangent...

Premier exemple après les attentats de Londres et Glasgow, Nicolas Sarkozy s'engoufre dans la brèche, profite du sentiment de préoccupation du moment et mandate le gouvernement pour réfléchir à un plan de "grande ampleur" pour la mise en place de la vidéosurveillance à Paris. Michel Gaudin, tout nouveau préfet de police de Paris, démontrant ainsi son allégeance au président, annonce dans un interview au Figaro début juillet que "la capitale doit de toute urgence rattraper son retard en matière de vidéosurveillance." La mesure tombe : le plan "1000 caméras" supplémentaires (45 millions d'euros) est lancé...

La peur des attentats terroristes a toujours permis aux gouvernements de faire voter des mesures répressives. Rappelons-nous que la Loi Sur la Sécurité Quotidienne (L.S.Q.) avait été proposée par Daniel Vaillant avant 2001 mais votée suite aux attentats du 11 septembre 2001.

Deuxième exemple, le 4 juillet, le projet de loi sur la maîtrise de l'immigration est présentée en Conseil des Ministres... Très peu médiatisée et pourtant elle peut permettre de restreindre de manière drastique les droits des migrants et des demandeurs d'asile. Voici un extrait du compte-rendu du conseil des Ministre du 4 juillet présentant les mesures de ce projet de loi :

"Afin que leur intégration à la société française puisse être préparée en amont, dès le pays d'origine, les personnes souhaitant rejoindre la France dans le cadre du regroupement familial, tout comme les conjoints étrangers de Français sollicitant un visa de long séjour, feront l'objet d'une évaluation permettant d'apprécier leur degré de connaissance de la langue française et des valeurs de la République. Si le besoin en est établi, une formation leur sera délivrée préalablement à l'arrivée en France. Par ailleurs, lorsque la famille qui a bénéficié du regroupement compte des enfants, un "contrat d'accueil et d'intégration pour la famille" sera signé par les parents avec l'État. Dans ce cadre, les parents recevront une formation sur leurs droits et devoirs en France. En cas de non respect du contrat, des mesures d'accompagnement seront prises, qui pourront aller jusqu'à une décision du juge des enfants confiant la gestion des allocations familiales à un tiers, dans l'intérêt des enfants. Enfin, l'étranger souhaitant faire venir son conjoint et ses enfants en France devra établir qu'il dispose de revenus adaptés à la taille de sa famille."

Pour rabattre le couvercle de plomb sur le droit des migrants et des demandeurs d'asile, rappelons qu'une semaine plus tard (le 12 juillet) différents syndicats d'Air France-KLM et RESF (le Réseau éducation sans frontières) échouaient à obtenir de leurs actionnaires et direction le droit de refuser "l'utilisation des avions du groupe" pour l'expulsion des sans-papiers.

Dernier exemple pour illustrer les dernières mesures gouvernementales annonçant la chaleur de l'été... le 6 juillet, le Sénat a adopté la loi sur la récidive, malgré la mobilisation des magistrats et travailleurs sociaux. Toujours en mettant en avant la défense des victimes, mais toujours en rappelant également le "mandat clair" donné par les Français au président de la République, Rachida Dati a défendu un projet qui instaure des peines plancher et écarte dans certains cas les mesures dédiées aux mineurs pour les 16-18 ans. Hélène Franco, juge pour



enfants au tribunal de Bobigny et vice-présidente du Syndicat de la magistrature, estime que "le projet de loi sur la récidive place la prison au centre de la réponse pénale. Pour le Syndicat de la magistrature, c'est une très mauvaise chose. Nous demandons au contraire que les peines et les mesures alternative à l'emprisonnement soient privilégiées. Nous sommes également en faveur d'une dépenalisation d'un certain nombre de délits - infraction à la législation sur les étrangers, racolage passif, entrave à la circulation dans les halls d'immeuble, mendicité agressive, détention et usage de produits stupéfiants - pour que d'autres mesures sociales, administratives et sanitaires soient prises en lieu et place de la prison."

La loi doit être examinée à l'Assemblée le 17 juillet. Voir sur le site du syndicat de la magistrature l'appel à la mobilisation contre ce projet de loi :

<http://www.syndicat-magistrature.or...>

Pour défendre son projet de loi, la ministre de la justice a déclaré : "nous devons apporter une réponse ferme à cette France exaspérée dont l'obsession est une demande légitime de sécurité et de tranquillité". Voilà qui en dit long... Ces différents exemples pris sur les 15 jours annonce la virulence du gouvernement et l'urgence de rester mobilisés à l'heure où les plages se remplissent....

"...

Ces bois que l'on dit de justice
Et qui poussent dans les supplices
Et pour meubler le sacrifice
Avec le sapin de service
Cette procédure qui guette
Ceux que la société rejette
Sous prétexte qu'ils n'ont peut-être
Ni Dieu ni maître..."
Agnes007

Sources :

<http://www.prefecture-police-paris...>

<http://permalink.gmane.org/gmane.po...>

<http://www.lefigaro.fr/france/20070...>

<http://www.premier-ministre.gouv.fr...>

<http://www.elysee.fr/elysee/elysee...>

Note : Dessin de Juan García Oliver, militant anarchiste, né à Reus (Tarragone) en 1901 – mort le 17 juillet 1980. Garçon de café - FAI - CNT – Barcelone (Catalogne) – Paris – Mexico

EMERGENCE D'UNE CRISE GLOBALE SUR LA NOURRITURE

<http://www.terredebrut.org/article-10764853.html>

J'ai déjà signalé que les stocks de céréales dans le monde baissaient dangereusement depuis 1999. Le 11 mai 2007, l'United States Department of Agriculture (USDA) a publié ses premières projections d'approvisionnement en céréales au niveau mondial pour la saison 2007/08. Le National Farmers Union (NFU) aux USA a alors sorti un papier alarmiste :
LOWEST FOOD SUPPLIES IN 50 OR 100 YEARS : GLOBAL FOOD CRISIS EMERGING

Ainsi dans ce papier de deux pages, le directeur de recherche de la NFU Darrin Qualman nous dit que "le USDA projète que les approvisionnements en céréales vont chuter à leur plus bas niveau jamais enregistré. Mieux, il est possible, qu'en dehors des temps de guerre, les approvisionnements mondiaux en céréales n'ont jamais été aussi bas depuis plus d'un siècle, peut-être plus longtemps."

La saison 2007/08 marque la septième année sur les huit dernières dans lesquelles la production de céréales n'est pas suffisante face à la demande. Cette baisse consistante a divisé par deux les capacités des stocks de 115 jours dans les années 1999-2000 au niveau actuel de 53 jours. Qualman rajoute que "le monde n'a pas réussi régulièrement à produire autant de céréales qu'il en utilise. Les niveaux très bas des stocks actuellement ne sont pas le résultat d'un événement climatique transitoire ou un problème isolé de production, c'est le résultat d'une tendance à la baisse persistante."

Pour ajouter à ce tableau, des articles dans "Science et Nature" établissent qu'1/3 des poissons de mer sont en train de disparaître et que ce seront les 2/3 qui auront disparu d'ici 2025. D'ici, 2048, plus aucun poisson ne devrait nager dans les océans de notre bonne vieille Terre selon Qualman. Il rajoute

que " les systèmes alimentaires aquatiques sont en train de s'effondrer, et les systèmes alimentaires terrestres se trouvent sous un stress considérable."

La demande pour la nourriture augmente rapidement. Il y a une poussée mondiale vers la prolifération d'un style d'alimentation nord américain basé principalement sur la consommation de viande provenant d'une production intensive d'élevage- la transformation de céréales en viande signifie d'échanger de 3 à 7 kilo de protéines sous formes de céréales en un seul kilo de protéines sous forme de viande. la population augmente toujours - les projections avancent 2,5 milliards d'individus supplémentaires dans les décades à venir. La population augmente actuellement de 70 millions d'individus chaque année. Ainsi, tous les 6 ans, la population mondiale augmente de l'équivalent de la population totale des USA. Mais comme le dit Qualman, " nous essayons de nourrir ces personnes en plus, de nourrir un cheptel de bestiaux toujours plus important, et maintenant de nourrir nos voitures, tout cela avec une base statique de terres arables. Personne ne devrait s'étonner que la production alimentaire ne suffise plus."

Qualman dit que "les problèmes convergents des contraintes provoquées par les fertilisants et le gaz naturel, intensifiant les pénuries d'eau, le changement climatique, la perte de terres arables et leur dégradation, la croissance de la population, la prolifération des troupeaux de bétails, et la croissante poussée pour transformer la production alimentaire en agrocarburants signifie que nous sommes en train d'ouvrir une phase de pénurie alimentaire grandissante."

Qualman finit par dire que "si nous continuons à faire plus de la même manière, et si nous essayons de produire, consommer, et exporter plus de nourriture en utilisant plus de fertilisants, d'eau et de produits chimiques, nous allons seulement aggraver nos problèmes. Au lieu de cela, nous devons repenser notre relation à la nourriture, aux fermiers, à la production, à sa transformation et à sa distribution. Nous devons créer un système concentré sur l'alimentation de la

population et qui crée une bonne santé. Nous devons renforcer les systèmes de production de nourriture dans le monde. la diversité, la résistance et soutenabilité sont les clés."

La crise va petit à petit se diffuser dans les médias dans les mois et deux années qui viennent.

Les agrocarburants

Une étude de la situation présente des agrocarburants et des conséquences que leur prolifération va provoquer pourrait faire franchement peur. A titre d'exemple, ils sont actuellement en train de raser des forêts primaires en Indonésie et en Malaisie pour faire de l'huile de palme pour faire du...bio-diesel à destination d'Europe. Les automobilistes seront alors content d'utiliser un soi-disant carburant "propre" et "écologique"...

La solution des agrocarburants est une mortelle solution. Des sommes d'argent gigantesques sont actuellement investis dans cette filière et certains évoquent que ce marché représenteraient 80000 à 100000 milliards de dollars. Je vous conseille d'acheter le Monde Diplomatique de ce mois ci.

Ainsi, les multinationales de l'agro-alimentaire, de l'agriculture, de l'industrie chimique, les pétroliers et fabricants de voiture sont en train de s'allier dans cette entreprise. Monsanto est évidemment dans le coup. Résultat : les agro-carburants utiliseront massivement des intrants chimiques, videront les réserves aquifères, finiront de détruire ce qu'il reste de forêts primaires et provoqueront la généralisation des OGM à une échelle telle que personne ne sera épargné et boussilleront ce qu'il reste de la petite paysannerie.

De plus, la production d'agrocarburants ne résolvera absolument rien au problème de la pénurie de pétrole brut dans le monde. Elle ne suffira de toute façon pas et ne fera que prolonger un peu le système en place mais au prix très élevé d'une destruction impressionnante de l'écosystème et de la famine d'une grande partie de la population mondiale, tout ça pour nourrir les voitures des petits blancs ???

Aussi, nous nous trouvons devant une alternative qui n'a pas de juste milieu. les agrocarburants cristallisent bien toute la problématique de notre civilisation.

La production d'agrocarburants provient de la volonté du Grand Capital aux dépend de la population et de l'écosystème dans son ensemble (et ces cons là créveront la bouche ouverte comme les autres, mais sûrement en dernier).

Le Grand Capital vend sa merde avec sa puissance de propagande médiatique quasi-hégémonique.

Les suivre dans leur voie nous conduit à la famine et à la dictature.

Refuser de les suivre dans ce projet diabolique conduit à refuser le système industriel dans son ensemble car ils représentent l'ensemble du système industriel. Et refuser de participer au système est une tâche difficile qui conduit à... Je vous laisse deviner la suite (les grandes oreilles ne sont sûrement pas très loin).

Makhnovitch



LETTRE À MON ASSISTANTE SOCIALE

Travailleurs sociaux, Travailleuses sociales, quelques idées pour faire enfin du bon boulot.

Référent-e-s RMI, assistant-e-s social-e-s de quartier ou de la CAF, vous aviez choisi ce boulot parce que bêtement vous vouliez aider les gens. Pourtant, depuis un sacré bout de temps, lorsque votre usager-e ferme la porte du bureau, vous avez comme un sale goût dans la bouche

Pour être franc-he, vous avez comme l'impression que vous ne l'aidez pas tellement. Trouver un logement ? Impossible.

Empêcher son expulsion pour une dette de loyer ? Une demande de FSL est en cours, mais la prochaine commission est dans deux mois...

Débloquer un peu de fric pour finir le mois ? le budget est épuisé, à part deux bons alimentaires qui traînaient et un dossier à remplir pour le vestiaire d'Emmaus... Bon, vous essayez de vous reconforter en pensant aux boulots que vous avez permis de décrocher ? Un CDD de deux mois au Casino du coin, grâce au plan d'insertion élaboré par le Medef et la mairie, un emploi aidé, sans oublier bien sûr les temps partiels de douze heures au Smic horaire à la régie de quartier.

Le problème, et ce que vous n'avez pas osé dire aux usager-e-s, c'est que vous avez calculé leur revenu futur, illes vont gagner à peine cent euros de plus qu'au chômage

Ce qui vous ennuie aussi, ce sont tous ces dossiers à remplir pour informer la mairie, l'aide sociale à l'enfance de la vie de votre usager-e. Ce qui vous ennuie encore plus, c'est que vous ne comptez plus les usager-es qui vous ont traité d'incapable, de collabo, et ceux peut-être encore plus décourageant-e-s qui vous disent oui pendant une heure, signent sans broncher n'importe quel contrat d'insertion et dont vous avez la désagréable impression qu'illes vous emmerdent en silence.

Mais que faire ? La grève ? Vous l'avez déjà faite l'année dernière mais non seulement la direction s'en foutait, mais en plus les usager-e-s ont failli vous lyncher pour les rendez-vous manqués. Heureusement vos usager-e-s pensent à vous, vous aiment et vous comprennent. Nous autres Rmistes et autres, ne pouvons pas faire grève pour résister aux contrôles et aux pressions, ni pour augmenter notre revenu. Nous avons donc élaboré quelques autres moyens de lutte que nous vous révélons ici, mélange d'astuce et de solidarité.

A vous de jouer !!!!

- La grève du zèle : il s'agit d'appliquer à la lettre les possibilités offertes par la loi et le contenu de votre contrat de travail. Pour vos supérieurs, cela peut vite devenir désastreux.

Exemple 1 : il existe dans chaque conseil Général, des accords collectifs, qui consistent à réserver à certains usager-e-s des logements sociaux. Il faut constituer un dossier que vous transmettez ensuite à une commission. Théoriquement ces accords peuvent concerner beaucoup de monde, mais vu le petit nombre de logements que les bailleurs et les mairies consentent à mettre sur le marché, on vous demande plus ou moins officieusement de limiter le nombre de demandes. Oh là, là mais c'est très arbitraire tout ça. Donc soyez neutres, et faites systématiquement les dossiers. Vous obligerez ainsi les



représentant-e-s des bailleurs et les élu-e-s à passer des heures et des heures en commission. Bien sûr vous aurez informé vos usager-e-s de QUI siège dans ces commissions et QUI refuse les logements.

Exemple 2 : ce n'est pas vous qui déterminez les budgets du fonds solidarité logement, des aides financières d'urgence, du fonds EDF. Pourquoi ce serait à vous de gérer la pénurie ? Au contraire informez systématiquement les usager-e-s de leur droit, faites leur remplir des demandes, encore et tout le temps.

- N'assumez que vos responsabilités propres : vous les trois quarts du temps, vous ne faites que remplir les dossiers. Ensuite, c'est une commission ou vos supérieurs qui prennent la décision. Résultat, quand celle-ci est injuste ou inadaptée, qui prend tout en pleine poire ? Vous. Perdez vos mauvais réflexes : appelez systématiquement votre direction dès qu'un usager-e est mécontent-e, et passez lui au téléphone, ou mieux emmenez le/la dans le bureau de votre supérieur.

- Vous n'êtes pas un bureau de placement, vous êtes un travailleur social ou une travailleuse sociale : de plus en plus, on vous bassine en réunion avec l'insertion professionnelle. Tous les mois, on vous présente tel ou tel stage bidon que vous êtes censé conseiller à vos usager-e-s, tel ou tel type de contrats aidés à placer. Mais vos usager-e-s Rmistes sont en mauvaise santé, ont des problèmes de logement, de formation et franchement vous vous trouvez un peu à côté de la plaque avec stages de remobilisation dont la seule brochure de présentation a suffi à vous donner le bourdon, alors vous n'imaginez même pas le résultat du stage lui-même sur l'usager-e.

Mais au fait la loi sur le RMI prévoit que l'allocataire peut signer uniquement sur l'insertion sociale ? Eh bien

proposez à tous vos allocataires des contrats sur ce thème et défendez la reconduction tant que la situation sociale ne s'est pas arrangée. C'est la loi, non ?

- Personne ne voit ce que vous faites dans votre bureau :

franchement, convoquer des allocataires pour leur répéter les discours de l'institution ça vous fait autant chier qu'elleux ? Eh bien si vous êtes obligé-e de les convoquer, vous n'êtes pas obligé-e de les harcelez. Et si au lieu de leur poser sans arrêt les mêmes questions (alors, qu'est ce qu'on a fait ce mois ci pour trouver du boulot), vous en profitez pour les informer de leurs droits ? Sachez-le, l'ambiance est telle, que la plupart d'entre nous n'osent plus rien demander à moins d'une urgence vitale de peur d'être catalogué-e-s comme assisté-e-s.

- Prenez vos responsabilités : ils veulent vous forcer à contrôler, c'est à vous qu'on demande de signaler l'absent à la convocation ? Franchement qu'est ce qui est le plus grave, mentir et déclarer la personne présente, ou la priver de revenu alors que vous savez très bien qu'elle est déjà dans la merde et qu'en plus vous n'aviez pas tant de choses que ça à lui proposer pour s'en sortir ?

- brisez le silence : oui d'accord, il y a le secret professionnel. Mais enfin, personne, pas même votre inquisitrice de directrice ne pourra soupçonner que derrière "super référent-e" qui témoigne de ce qui se passe dans tel ou tel service sur ce site, ou "sauveuse des assisté-e-s qui envoie plein de conseils sur un forum de chômeurs chômeuses", se cache Monsieur Boudu ou Madame Titane, référent-e parmi d'autres au CCAS du coin.

Oui, mais si je suis tout-e seul-e à faire ça, ça ne changera rien pour les usager-e-s ? Ca changera déjà les choses pour vous, qui ne serez plus tout à fait un petit maillon de la grande chaîne à précariser. Vous verrez aussi que vos usager-e-s ne sont pas ces monstres agressifs ou agressives et quémandant qui vous mettent tout sur le dos mais la plupart du temps des gens dont les problèmes ne sont pas très éloignés des vôtres.

Et puis êtes vous vraiment sûr d'être tou-te-s seul-e-s ? Et si vous étiez nombreux et nombreuses à faire les mêmes constats et que ce qui vous manquait c'était les perspectives d'action ?

7 MESSAGES DU FORUM

LETTRE POUR QUE DALLE A MON ASSISTANTE SOCIALE - 11 septembre

Je suis entièrement d'accord avec le fond de ce texte et avec les propositions, mais c'est vraiment se tirer une balle militante (limitante) dans le pied que de l'écrire sur le ton du donneur ou de la donneuse de leçon, pédant, docte, pas complice pour un sou, alors même que cela en appelle à la complicité avec les usagers contre la bureaucratie. Dommage, encore un acte à côté de la plaque, enfin on ne les compte plus dans les luttes occupationnelles pour chômeuses-rmistes.

12 septembre, cool, bien joué, bonnes propositions

Lettre à mon Assistante Sociale - 12 septembre

La résistance existe, par exemple : une assistante sociale en garde à vue cet été car elle refuse de collaborer avec la police. Voir en ligne :

http://reseaucitoyens-st-etienne.org/breve.php?id_breve=372

Lettre à mon Assistante Sociale - 13 septembre

Super cet article.

Au CUAD42 (Collectif Unitaire Anti-Délation de la Loire), où il y a des AS mais aussi des RMIstes, et d'autres professions, on est en plein boulot sur cette thématique particulière : avec une action remarquée à la DATA (cours Fauriel) l'année dernière. Et la mise en place de difs de tracts qui interpellent les professionnels, mais aussi les usa-

gers (pour qu'ils se défendent et ne restent pas isolés), de permanences ...

Cet article est exactement dans l'esprit de notre action. Je vais le faire suivre.

Au fait, on a besoin de vous tous, surtout les précaires, RMIstes, les travailleurs sociaux, mais aussi toutes les autres professions, car plus nous seront nombreux, plus grande sera notre action.

Le travail social n'est pas notre seule thématique. Il y a l'éducation, la société sécuritaire et etc ...

La prochaine réunion "Plénière" du collectif sera le mardi 2 octobre.

En tout cas je reste à disposition pour qu'on en parle, si vous avez le goût ... passez-moi un mail.

Ramon

Lettre à mon Assistante Sociale - 14 septembre

hummmmmmmmm je lis, je lis.

Moi j'adore lorsque les gens pensent à ma place et me conseillent ...

y'a qu'à faucon

Désolée mais il y a longtemps, très longtemps que nous appliquons, pour une grande majorité d'entre nous, ce que vous développez si longuement.

Je vous rappelle aussi que pendant la dernière guerre mondiale 4 assistantes sociales ont été déportées sur Buchenval (sans voyage retour) parce qu'elles se rebellaient et aidaient les personnes détenues à Drancy et au grand mépris de toute la population.

Le problème voyez-vous n'est pas tant d'écrire aux AS mais plutôt aux politiques et d'avoir une attitude et des actions politiques

Une AS qui n'a pas trop aimé votre lettre ...

Lettre à mon Assistante Sociale 17 septembre

A la fois la dernière guerre mondiale c'était il y a plus de 60 ans... je suppose que les assistantes de l'époque sont depuis longtemps à la retraite ou mortes. Alors peut-être que c'est plutôt aux AS d'aujourd'hui de tirer des enseignements des anciennes et de ne pas appliquer de manière soumise les directives de leur hiérarchie.

D'ailleurs il est clair que le texte vise à sensibiliser les AS qui travaillent aujourd'hui au flicage social, même si l'on peut regretter le ton supérieur militanto-limitant qui fait office de répulsif sur des revendications pourtant légitimes.

Lettre à mon Assistante Sociale 21 septembre

"Travailleurs sociaux, Travailleuses sociales, quelques idées pour faire enfin du bon boulot. Référent-e-s RMI, assistant-e-s social-e-s de quartier ou de la CAF, vous aviez choisi ce boulot parce que bêtement vous vouliez aider les gens."

Oui, c'est dommage que l'intro soit sur ce ton là parce que le reste du texte n'a rien d'autain et puis *c'est aussi aux travailleurs sociaux de faire la part des choses. Je pense que beaucoup d'entre eux/elles sont prêt à entendre des reproches.*

CODE IS WRITTEN, FUTURE IS NOT ! HACKMEETING 28-29-30 SETTEMBRE, PISA

Le hackeur n'est pas seulement un pirate informatique, ni un développeur expert ou passionné d'Informatique. C'est un travail immatériel d'un haut niveau, une personne qui trouve du plaisir dans le challenge intellectuel qui consiste à dépasser ses limites et à agir de manière créative.

Cette année s'est déroulée la dixième édition du Hackmeeting, un lieu privilégié de rencontre et de contamination entre hackers, développeurs libres et libre penseurs, techno-rebelles, adeptes de la subversion du troisième millénaire. Cet événement, qui s'est déroulé à Pise cette année, a pur but de contaminer la communauté digitale underground. Du 28 au 30 septembre, se sont déroulés trois jours intenses de séminaires, de rencontres, de laboratoires technologiques, d'expérimentations, d'échanges de savoir, de jeux et de fêtes. Le

Hackmeeting s'est comme d'habitude déroulé dans un espace autogéré : le centre sociale "Rebeldia" de



Pise. Ces rencontres avaient pour but de favoriser le dialogue sur les droits numériques et les logiciels libres, faire front aux brevets logiciels et à une vision conservatrice du copyright, permettre la construction de serveurs autogérés et l'expérimentation de sources d'énergies propres. La communauté Copyriot a proposé plus de 4000 livres "Robin Book" et échangé ses idées avec tous ceux qui sont en faveur du libre accès aux réseaux, de la libre circulation des idées et des savoirs, notamment via les livres universitaires. De plus, parmi les séminaires, présentations et performances technologiques, la communauté copyriot wireless a proposé l'expérimentation d'un réseau sans fil ouvert, bottom-up, autogéré et à but non-lucratif. L'association ingénieur sans frontière de Turin nous a fait part de son engagement dans la bataille contre la fracture numérique avec le sud du monde. L'association ninux.org a partagé son expérience dans la construction d'un réseau sans-fil à Rome. Ce fut un événement pour ceux qui continuent à rêver et à lutter pour un monde meilleur.

HackMeeting <http://hackmeeting.org/HackMeeting>
Manifesto
<http://www.hackmeeting.org/?page=ma...> Copyriot
community [http://copy-riot.org/Progetto RobinBooks-libera i libri !](http://copy-riot.org/Progetto RobinBooks-libera_i_libri!)
[http://copy-riot.org/spip.php?rubrique1Copyriot wireless community](http://copy-riot.org/spip.php?rubrique1Copyriot_wireless_community)
<http://copy-riot.org/spip.php?rubrique25Ninux>
<http://wiki.ninux.org/>

National
> Culture - publié le 21 juin
2007

BANLIEUES HACK

MOVIES

Des nouvelles productions en libre téléchargement
Une co-production entre Global Project (italie), radio Sherwood (italie), Regarde A Vue, radio Fréquence Paris Pluriel et le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB).
DVD multimédia sur l'urgence sociale dans les banlieues montrant une vision à bâtons rompus du combat politique, des habitants, associations et étudiants d'Île de France ou d'ailleurs. Ce Double DVD contient 5 films de 10 et 30 minutes, 1 heure de mix-vijjing et des documents en pdf.
Films visibles en projections, festivals ou événements.
Banlieue, lieux bannis (durée 33 mn) : Paroles d'animateur de quartier, constats amer mais aussi politisation et militantisme, histoire et analyse des combats menés par l'association "Bouge Qui Bouge".
Ces gens là (durée 30 mn) : Une chronique en 3 volets qui s'enchaîne comme un parcours initiatique : Kamel nous emmène en voiture et nous raconte l'histoire et le vécu de ses parents immigrés, les préjugés, des années 60 à aujourd'hui. Saïd, artiste photo, plasticien et musicien. Constat amer de la vie culturelle dans sa cité.
Un micro-trottoir dans Paris sur les événements des émeutes. Des opinions bien différentes, qui reflètent la peur et l'ignorance, la lucidité et l'écoeurement. Ces gens-là..

La meute (durée 13 mn)

Témoignages parallèles entre Youssoupha, artiste rapper, Thomas de Fréquence Paris Pluriel et du M.I.B. Evocation du rap comme objet de censure, souvent criminalisé par les gouvernements successifs, et comme parole de combat politique, très loin des clichés du Business Rap. Disponible en téléchargement intégral sur le net à cette adresse :

Le monde est à nous (durée 26 mn) : Tarek et Nordin relatent ensemble l'histoire et le combat mené par leur organisation. Rappel historique en ces jours de campagne électorale, un peu de recul et d'amertume à travers les mensonges et le constat d'échec des divers gouvernements de ces trente dernières années.

No CPE (durée 32 mn) : Les émeutes ont été un laboratoire d'idée pour tous et toutes, quelle que soit la position sociale. Champs de bataille pour les uns, de répression pour les autres, terrain d'une conscience politique, ces vagues protestataires conscientes ou non auront été souvent muselées. Les étudiants dans les banlieues en on fait les frais.

Les films sont dispos à cette adresse en téléchargement intégrale : <http://regardeavue.com/index.php/2007/01/10/114-trailer-banlieue-hack>





AGENDA

PROCHAINS CONCERTS LA FRANCE PUE

MER 07 NOVEMBRE :

- KRASS KEPALA (anarcho punk/Indonésie)
- DOWN TO AGONY (dark crust/Espagne)
- PLAINE CRASSE (anarcho punk/Grenoble)
- en collaboration avec d'Ici à la Réalité/Les Créations du Crâne

• Local 100% / 20h30 / \$5

JEU 15 NOVEMBRE :

- CRUST DIVISION (hardcore punk/Brésil)
- KORROZAO (crust punk/Brésil)
- SKARPRETTTER (punk rock/Danemark)

• Local 100% / 20h30 / \$5

LUN 19 NOVEMBRE :

- SLOWA WE KRWI (anarcho-punk/Pologne)
- BAGNA (anarcho-punk/Biélorussie)
- L'Assommoir Pub / 12, rue de la Richelandière / Saint-Etienne / 20h00 / \$5

SAM 22 DÉCEMBRE :

- ÜBER (punk-hardcore/Espagne)
- INSOMNIO (punk rock/Espagne)
- ATOMIC TANGO (punk hardcore/St-É)

• Local 100 % / 20h30 / \$5

AUTRES CONCERTS

À ST. ETIENNE, LYON, GRENOBLE....

VEN 26 OCT :

- DEAN DIRG (punk rock/Allemagne) + BOOTER (noise Angers) à l'Assommoir / ST Etienne/ 20h / \$5 org : DCA
- OVERMARS (doom/Lyon) + IMPURE WILHELMINA (noise core/Suisse) + ONE SECOND RIOT (noise core/Lyon) + BINAIRE (noise core/Marseille-Lyon) + PASSION ARMÉE (cold punk/Lyon) à Grnd Zero Vaise / 17h30 / Gratos

SAM 27 OCT :

- FUH (noizecore/Italie) + CANIS SCIORI (noizecore/Italie) + BOOTER (noizecore/Angers) au Mistral Gagnant / Avenue Rhin et Danube / Grenoble

PRAM (pop/UK) + LA BATTERIE + ORCHESTRE TOUT PUIS-

SANT MARCEL DUCHAMP (afro beat punk exp) à Grnd Zero Vaise / Lyon 9 / \$7

DIM 28 OCT :

ENOCH ARDON + SED NON SATIATA + FAREWELL + SUGAR-TOWN CABARET + ORFEVRE + KIRUNA à l'Assommoir / St-E / 19Hoo !!! / \$6

MAR 30 OCT :

RIEN (Post Rock/Grenoble) + DAVAÏ (Avt-Garde Instru/St-É) + 25 (punk du var/Marseille) à l'Assommoir / St-Etienne / \$5
WOLF EYES (bruit) + AKIMBO (hardcore) + UNDATA (impro) + CAFE FLESH (noise rock) à Grnd Zero Vaise / Lyon 9 / \$7

MER 31 OCT :

RIEN (Post-Rock/Grenoble) au Sonic / Lyon
FAREWELL (emo hardcore/Strasbourg) + TORETO (duo noise hc metal/Clermont-Fd) / Atoutazart / 8, rue Auger / Clermont-Fd / 5-4\$ / 20h-22h

VEN 02 NOV :

BAMBOTS (arty free punk) + ROSETTE (jazz) + LE TRIO DES QUILLES (jazz) à Grnd Zero Vaise / Lyon 9 / \$6

DIM 04 NOV :

CHK CHK CHK (disco punk funk) + GABLÉ (folk hip-hop) à Grnd Zero Vaise / Lyon 9 / \$8

MAR 06 NOV :

I PILOT DAEMON (hardcore metal/Toulouse) + guests à l'Assommoir org : Astasia/Gandoo

DIM 18 NOV :

PAPIER TIGRE (math rock/Nantes) + guests à l'Assommoir org : Astasia/Gandoo

SAM 24 NOV :

Concert Avataria/Univers Soul:
Labwaste (Hip-Hop, soit la réunion de Adlib aka Thavius Beck et de Giovanni Marks aka Subtitle)